

Décision individuelle N° 2020-111

Pétitionnaire : Parc national du Mercantour

Adresse : 23 rue d'Italie CS51316, 06 006 Nice cedex 1

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Ouverture d'une tranchée pour réparation d'une conduite d'eau potable

Localisation : refuge du col de la Cayolle, parcelle n°633 section D commune d'Uvernet-Fours

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, R331-18, R331-19, R331-67 et R331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 15 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que son annexe 5,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 juin 2020,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2020 portant attribution de fonctions au sein de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 27 avril 2020 par Monsieur BIANCHERI Jean-Yves, technicien Logistique – Immobilier du Parc national du Mercantour,

Considérant que les activités d'hébergement et de restauration du refuge de la Cayolle sont autorisées au titre de l'annexe 5 de la Charte du Parc national,

Considérant que ces activités nécessitent d'avoir accès à l'eau potable, laquelle est acheminée depuis la source jusqu'au refuge par une canalisation enterrée,

Considérant que cette canalisation enterrée semble endommagée compte-tenu des résurgences observables en surface,

Considérant que les travaux de réparation de cette canalisation et de résorption des fuites sont indispensables à une gestion économe de la ressource, et que pour ce faire il est nécessaire de ré-ouvrir la tranchée dans laquelle est positionnée cette canalisation,

Considérant que les modalités de mise en œuvre de l'opération de réouverture de la tranchée doivent être encadrées de sorte à garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'Établissement public du Parc national du Mercantour, représentée par Monsieur SCHEYER Laurent – directeur par intérim, est autorisé aux conditions définies ci-après, à procéder à des travaux de réouverture d'une tranchée à l'arrière du refuge de la Cayolle, situé dans le cœur du Parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les matériaux issus du creusement de la tranchée seront temporairement stockés de manière linéaire au plus près de celle-ci. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé. Ces matériaux seront intégralement réutilisés pour le rebouchage de la tranchée, sans apport extérieur.

2.2. L'engin de chantier devra être dans un état d'entretien irréprochable. Sur le chantier, le prestataire devra être équipé d'un kit anti-pollution et en maîtriser la mise en œuvre.

2.3. En cas de problème relatif au déroulement du chantier et pouvant avoir des incidences sur l'environnement (ex. : pollution des sols par fuite de liquides hydrauliques ou de carburant), le prestataire devra immédiatement arrêter les travaux et prévenir le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour pour expertise.

2.4. A l'issue des travaux, l'intégralité des résidus de matériaux et des déchets de la vie quotidienne (y compris mégots de cigarette, mouchoirs en papier...) devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 1^{er} août 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

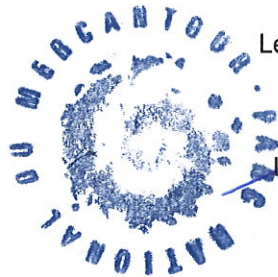
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 4 juin 2020



Le Directeur par intérim

Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon, antenne Ubaye
- J.Y Biancheri, M.P. Euzenot-Furthauer - siège

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.